

[A LA UNE](#) | [POLITIQUE](#) | [SOCIÉTÉ](#) | [SOCIAL-ECO](#) | [CULTURES ET SAVOIR](#) | [SPORTS](#) | [MONDE](#) | [PLANÈTE](#) | [PRATIQUE](#)
[EN DÉBAT](#)[EVENEMENTS/PARTENAIRES](#)

ET SI NOUS FAISONS DU MONDE DANS LEQUEL

[SOCIAL-ECO \(/SOCIAL-ECO\)](#)

[LUTTE \(/MOT-CLE/LUTTE\)](#) [COMMERCE \(/MOT-CLE/COMMERCE\)](#)
[CHAMPS-ÉLYSÉES \(/MOT-CLE/CHAMPS-ELYSEES\)](#) [VIRGIN \(/MOT-CLE/VIRGIN\)](#)
[PRODUITS CULTURELS \(/MOT-CLE/PRODUITS-CULTURELS\)](#)
[WALTER BUTLER \(/MOT-CLE/WALTER-BUTLER\)](#)
[BUTLER CAPITAL PARTNER \(/MOT-CLE/BUTLER-CAPITAL-PARTNER\)](#)
[GUY OLHARAN \(/MOT-CLE/GUY-OLHARAN\)](#) [FURET DU NORD \(/MOT-CLE/FURET-DU-NORD\)](#)

Les Virgin veulent faire payer Butler

FANNY DOUMAYROU JEUDI, 10 JANVIER, 2013

Alors que le groupe déposait le bilan, des centaines de salariés ont manifesté hier dans le magasin des Champs-Élysées, pour exiger que l'actionnaire assume ses responsabilités.

Walter Butler n'a pas besoin de faire les soldes. Le patron du fonds d'investissement contrôlant Virgin est habillé pour l'hiver, et même pour toute l'année 2013, avec l'avalanche de noms d'oiseau dont l'ont affublé, hier, les salariés de l'enseigne. Après l'annonce, vendredi, dans la presse, de l'intention de Virgin de déposer le bilan, puis la confirmation lors du comité d'entreprise, lundi et mardi, que cette démarche auprès du tribunal de commerce serait effectuée hier, l'intersyndicale avait appelé à la grève nationale et, pour les salariés d'Île-de-France, à un rendez-vous à 13 heures devant le magasin « navire amiral » de

l'enseigne, situé sur les Champs-Élysées à Paris. Vêtus des gilets rouges de vendeurs, plusieurs centaines d'entre eux, du magasin des Champs mais aussi de Barbès, des Grands Boulevards, des Quatre-Temps à la Défense, et du siège, ont longuement scandé des « Butler voleur », « Butler fossoyeur », et des « Non à la fermeture, oui à la culture ». Et brandi des banderoles explicites tutoyant l'homme d'affaires, « Crash Butler, ou on fait un malheur », ou bien « Butler, assume tes errements ».

Alors que la direction de Virgin fait état de dettes à hauteur de 22 millions d'euros, et d'un effondrement des ventes de disques et DVD en magasins, gangrenées par les achats sur Internet et par la montée des supports numériques, pour justifier le dépôt de bilan et faire avaler la fatalité d'un baisser de rideau, l'intersyndicale avance une tout autre version.

Quel avenir pour l'enseigne ?

Virgin Stores a officiellement déposé le bilan, hier, auprès du tribunal de commerce, qui devrait trancher sous une quinzaine de jours entre un redressement ou une liquidation judiciaire. D'après l'avocat du comité d'entreprise, Me Emmanuel Gayat, il est « probable qu'on se dirige d'abord vers un redressement judiciaire avec une période d'observation de six mois », durant laquelle les administrateurs feront un état des lieux et pourront décider de cessions, d'un plan social, ou d'une liquidation. Hier, Butler a déclaré que Virgin disposait de 35 millions d'euros de trésorerie et a affirmé que la cession du bail des Champs pourrait rapporter 20 millions d'euros.

Une situation financière cachée au salariés

Sans nier l'évolution du marché, elle accuse le fonds Butler, coutumier du fait, d'avoir acheté Virgin pour le presser puis le jeter, sans chercher aucune adaptation à la montée du numérique qui aurait nécessité des investissements. Et lui reproche, en plus, d'avoir caché aux salariés la situation financière de l'entreprise, jusqu'au dernier moment. « Butler n'a pas mis un kopeck dans les magasins, c'est une honte, lance au micro Guy Olharan, secrétaire CGT du comité d'entreprise. Maintenant, on s'en fout qu'il parte. On a une énergie

phénoménale dans les magasins, on veut un repreneur pour partir sur un nouveau projet. Mais s'il y a un plan social, Butler doit le financer. »

À l'entrée du magasin, le meeting s'improvise avec les personnalités politiques venues soutenir les salariés. Dans l'ordre, Olivier Besancenot, pour le NPA, dénonce le « patron voyou » qu'est Butler, « spécialisé dans le rachat des boîtes en difficulté, qui se barre quand il a tout pompé », et demande si les « pouvoirs publics feront ce qu'il faut » pour l'empêcher de « décider du sort des salariés ». Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, dénonce à son tour les « rapaces de la finance » et en appelle à des « mesures pour faire rendre gorge à des groupes comme Butler, pour les empêcher de faire leur loi ». Martine Billard, pour le PG, invite à « licencier » ce patron incompétent qu'est Butler. « Licencions les licencieurs ! » reprennent en écho les manifestants, qui finissent par s'engouffrer dans le magasin, dans le plus grand calme, pour s'installer sur l'escalier monumental.

Déborah, vendeuse depuis quatre ans au rayon librairie du magasin des Champs, témoigne du choc qu'a vécu le personnel vendredi : « Jusqu'alors, la direction informait le comité d'entreprise seulement sur la cession du bail, elle ne parlait pas de dépôt de bilan. Quand on l'a appris vendredi, on a été tous cueillis. C'est déplorable de l'apprendre par la presse, mais ça a renforcé notre détermination pour nous battre, pour sauver nos emplois ou au moins mettre l'actionnaire devant ses responsabilités. » La libraire, qui aime son travail et la liberté que laisse Virgin pour mettre en avant des livres « coups de cœur », dénonce l'absence d'investissement de Butler : « Il n'y a pas eu de réflexion de fond pour réagir aux changements de comportement des clients, au virage du numérique, Virgin a raté l'étape du site marchand. C'est pour ça qu'on est dans le mur aujourd'hui. »

« Une réduction drastique du personnel »

Venu manifester avec sa fille sur les épaules, Julien, entré au Virgin des Champs en 1993 à l'âge de dix-neuf ans, puis passé par les magasins du Louvre, des Grands Boulevards et actuellement responsable des rayons musique et vidéo à Barbès, évoque le « drame humain » que représenterait la disparition de l'enseigne : « Virgin,

c'est plus qu'un endroit où on gagne son bifteck, c'est l'endroit où j'ai rencontré des gens exceptionnels, car on y embauchait des profils hors norme qui n'auraient pas pu trouver place dans d'autres entreprises. » Un état d'esprit qui s'estompe dès la fin des années 1990, puis avec le rachat en 2001 par un Lagardère « qui ne s'intéresse qu'à la marque », et encore avec l'arrivée de Butler en 2008. « Là, ça a été frontal et rapide, raconte le vendeur. Je me souviens qu'un représentant de Butler nous avait réunis, pour nous dire qu'ils n'étaient là que pour trois à cinq ans. À partir de là, ils ont récupéré de l'argent en cédant les baux. Dans les magasins, on a vu les rayons diminuer pour louer les espaces à des marques, et surtout une réduction drastique du personnel, obligé d'être polyvalent, sans formation. On a dégradé le métier, du coup on vend moins. » Après des années de dévouement, à « faire des heures », à être les « gueules noires de la culture », Julien ne supporte pas l'idée d'être licencié avec les indemnités minimales. « Je ne partirai pas avec 2 000 euros ! Butler ne peut pas se désengager. »